L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS JEUDI MATIN, 11 JUIN 1874. 47me Année.

DUFOUR & LIMET, PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS. JEUDI MATIN, 11 JUIN.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan, Bottes, souliers et brodequins.

Par Pinckard, Spear, au coin des rues Moreau et Marigny—épiceries, &c.

Par S. Guinault, rue St. Louis, entre Bourbon et Royale—l'ameublement du restaurant No 77 rue St. Louis.

Par Hoffman, Marks & Co.—au No 28 de la rue de Chartres—habillements, chapeaux, lingerie, nécessaires et malles.

Par D. E. Morphy, encanteur—Canal et Tchoupitoulas—marchandises avariées.

ATTENTION!!

Vente continuée.—Là vente à l'encan par le shérif des marchandises sèches et autres transportées de la Maison Rouge No 1, sera continuée aujourd'hui à 10 heures et demie A. M., à son entrepôt Nos 26 et 28 rue d'Orléans, Deuxième District.

ATTENTION!

Marchandises endommagées.—Voir l'annonce d'encan de D. E. Morphy, encanteur.

Un arrêt de la Cour Suprême des Etats-Unis.

Les journaux connus ici pour avoir soutenu ou toléré dans tous les temps les mauvaises mesures financières de l'Etat et de la ville et pour avoir défendu les intérêts des agioteurs et des détenteurs de bons, ont commenté avec une certaine complaisance un arrêt que la Cour Suprême des Etats-Unis vient de rendre contre une petite ville du Wisconsin, ruinée presque de fond en comble par l'ineptie ou la friponnerie de ses administrateurs ou de ses conseillers municipaux. Suivant cet arrêt, cette petite ville qui a 1000 habitants et dont les propriétés sont assassées à 1 million seulement, aurait à payer $750,0000 de bons émis pour chemins de fer et délivrés à une de ces compagnies véreuses qui veulent faire de l'industrie avec l'argent d'autrui et soquérir cependant un droit de jouissance, d'administration et de propriété.

Evidemment quand les habitants de Watertown, c'est le nom de cette petite ville, consentaient ou semblaient consentir à l'émission d'une dette de $750,000 quand ils n'avaient pour la payer qu'un assessement d'un million, ils ne savaient ce qu'ils faisaient. Ici, en 1855, les gens sensés jetèrent les hauts cris à l'arrêt de la Cour Suprême qui validait une dette de quatre millions pour le chemin de fer de Jackson et le chemin de fer des Opelousas et légalisait une taxe spéciale en faveur de compagnies industrielles bien que la ville fût déjà en possession d'un assessement foncier de 80 millions au moins. Que n'eussent-ils pas dit s'il se fut agi d'une émission de 60 millions, car ce chiffre représente juste les proportions de dette et d'assessement de la bourgade du Wisconsin condamnée à l'expropriation par la Cour Suprême des Etats-Unis. C'est comme si l'on voulait faire payer 500 millions aux habitants de New-York, 300 millions à ceux de Philadelphie et 150 à ceux de Boston, de Baltimore, de Cincinnati, de St-Louis et de Chicago. Ces villes se soumettraient-elles à une pareille justice? Evidemment non, et l'arrêt de la Cour, tout suprême qu'il fût, n'y serait pas exécuté.

L'arrêt, en ce qui concerne la bourgade dont il est question, ne se comprend ni ne se justifie guères. La fraude vicie tous les contrats. Comment la Cour Suprême des Etats-Unis n'a-t-elle pas vu qu'une corporation de 7000 habitants, ayant des valeurs foncières pour un million, n'avait pu, sans fraude, être amenée à contracter une dette de $750,000 pour une entreprise industrielle? C'est cent fois pire que tout ce qui s'est fait ici, sous le gouvernement le plus exécrable du monde, sous le gouvernement de Warmoth. Et ce qu'il y a de plus fort, c'est que la Cour décide que, par voie de mandamus, la petite ville pourra être forcée de lever des taxes pour payer les détenteurs de bons et cela jusqu'à extinction de dette; et si les taxes ne sont pas levées, les créanciers pourront même saisir les propriétés particulières, c'est à dire prendre la ville entière et la faire vendre jusqu'à ce qu'ils soient satisfaits. C'est fort. Mais, dit-on, la dette est représentée; on a donné des valeurs pour $750,000; donc il faut les payer.

Oui, on a donné des valeurs comme dans le cas suivant probablement:

Un fils de famille emprunte $30,000 à un usurier. Il reçoit $500 d'argent, $6,000 de farine, $5,000 de viande salée, $5,000 de whiskey et $4,500 de pommes de terre, de beurre et de fromage. L'argent est bien vite dépensé et le jeune homme vend les produits. Il en tire $1,200, dit à deux qu'on lui doit $1,700 pour un billet de $30,000 qu'il a souscrit. Il ne veut pas payer; l'usurier poursuit; le billet est annulé ou réduit, vu la fraude et l'usurier est puni comme escroc. Tel serait le dénouement d'une affaire pareille en Angleterre, en France, en Allemagne, où cela s'est vu nombre de fois.

Les républicains de la petite ville du Wisconsin ont bien reçu des rails, des pièces de bois, des endlguements, des tales, mais pour une valeur qui constitue une escroquerie bien caractérisée; le chemin de fer pour n'être pas fini, ni même commencé, ni même en train de commencer jamais; on bien comme il traverse le désert probablement, il ne peut donner aucun revenu et on attendant il faut servir les intérêts des bons émis et même fournir chaque année une somme pour en opérer l'amortissement graduel. Voilà une triste servitude et à laquelle une cour d'équité devrait mettre un terme.

Mais la Cour Suprême des Etats-Unis n'entendant pas de cette oreille là, a déci, dé que toute la dette était légale. La Cour Suprême représente le droit, surtout le droit écrit; elle a vu d'un côté une obligation formelle et, de l'autre, l'envie de s'y soustraire par cela seul qu'elle était onéreuse à ceux qui l'avaient contractée, et la Cour l'a maintenue parce qu'elle avait été contractée avec liberté bien qu'avec imprudence.

On voit tout de suite que ce cas n'est pas le nôtre et que les habitants de la Nouvelle-Orléans ont à invoquer des raisons que n'ont pu faire valoir les habitants de la ville de Watertown. Ces derniers avaient un conseil municipal choisi par eux et délibérant librement. Ils pouvaient donc se défendre contre la fraude et la dénoncer jusque dans ses plans les plus ténébreux. Ici, depuis la substitution de la commission municipale à l'ancien conseil de ville, sous l'occupation militaire, nous n'avons plus eu d'élections libres. Toutes ont été viciées par la corruption et la fraude sous l'influence du parti radical. La dernière élection elle-même n'a pas été libre, car pour avoir une protection contre des pratiques déloyales, il nous a fallu subir des conditions qui nous répugnaient.

D'ailleurs, c'est la Législature qui a fait les dettes de la ville et c'est l'Etat lui-même qui nous a ruinés. L'Exécutif a spéculé avec nos valeurs et par son omnipotence sur notre gouvernement municipal, il nous a forcés de subir les expédients financiers les plus onéreux. Il reste aux habitants de Watertown une voie ferrée qui un jour peut-être vaudra quelque chose. Quant à nous, il ne nous reste rien des 12 ou 15 millions ajoutés à notre ancienne dette, et il nous faut servir la dette nouvelle tout comme si elle nous eut été utile et profitable.

Nous insistons particulièrement sur ce fait: toutes les obligations financières de notre ville ont été ou autorisées ou imposées par la Législature. C'est la Législature qui a gouverné la Nouvelle-Orléans depuis 1862, et toutes nos dettes ou nos émissions de bons, venues après cette date, devraient être considérées comme des dettes ou des émissions de l'Etat. N'est-ce pas à cause de cela qu'elles n'ont rien rapporté et qu'elles nous font subir aujourd'hui un poids qui nous écrase? Ces mêmes journaux, défenseurs obstinés des opérations de l'agiotage, en conviennent: la Nouvelle-Orléans souffre; elle étouffe, et loin de pouvoir payer un cent d'intérêt, elle ne pourra pas même subvenir aux frais de son administration dilapidatrice.

Or, si la Législature a usurpé le gouvernement de la Nouvelle-Orléans, si par une série de lois inconstitutionnelles elle a opprimé, violé, anéanti ses libertés municipales, les dettes de cette ville ne doivent-elles pas être regardées comme des dettes d'Etat et répudiées ou réduites de la même manière? La Nouvelle-Orléans est, en outre, la capitale de l'Etat; le parti radical, en faisant de cette ville la base de ses opérations politiques en a fait l'Etat même. Elle doit donc avoir les mêmes droits en matière de dettes, et si l'Etat peut répudier et radier les siennes, la Nouvelle-Orléans peut en faire autant pour elle-même, car c'est par la faute de l'Etat qu'elle est réduite à cette extrémité.

Il y a donc une grande différence, sous le rapport moral, entre la situation de Watertown qui veut répudier des bons et la situation de la Nouvelle-Orléans qui veut réduire la valeur des siens. Watertown était libre, la Nouvelle-Orléans ne l'était pas. La ville du Wisconsin avait sa représentation légale, la nôtre ne l'avait pas. La première a fait ce qu'elle a voulu, la seconde n'a jamais fait que la volonté des autres; elle a subi constamment, depuis 13 ans, le joug d'un parti, aujourd'hui composé dans les Etats-Unis, au Nord comme au Sud, elle a été tyrannisée, pillée, volée, et ses obligations, basées sur la fraude ou imposées par la violence, n'ont aucune valeur. Il n'y a pas au monde un tribunal qui, ayant le respect de lui-même et le sentiment du droit, voulut les légaliser.

Ainsi que les journaux, plus ou moins favorables à l'agiotage, en prennent leur parti! Qu'ils se désillusionnent! La Cour Suprême des Etats-Unis a pu vouloir conserver la validité de contrats absurdes en considération de la liberté des contractants et de leur indépendance; c'est une leçon pour toutes les municipalités de la République; mais la Cour Suprême ne décrétera pas la ruine de la Nouvelle-Orléans en validant des émissions de bons faites malgré elle, pendant qu'elle était esclave, et contre lesquelles la grande masse de la population de l'Etat a toujours protesté.

Il ne faut donc pas que les contribuables de la Nouvelle-Orléans se découragent; il ne faut donc pas que les sociétés qui se forment actuellement pour la libération financière et administrative de l'Etat et de la ville, se laissent arrêter par la décision de la Cour Suprême des Etats-Unis contre les républicains du Wisconsin. Cette décision ne peut, en principe, s'appliquer à nos affaires; elle ne saurait, en conséquence, ralentir nos efforts ni refroidir notre détermination. Que les sociétés continuent leur organisation; que les patriotes se groupent; qu'ils ne craignent de prendre aucun engagement pour le bien du pays et quand le temps sera venu, nous le répétons, qu'ils agissent! Ce n'est pas nous nous trompons fort, en bientôt il n'y aura plus aux Etats-Unis que des gens heureux d'applaudir à cette révolution du salut.

LE VERDICT DU JURI DANS L'AFFAIRE DE LA PAROISSE GRANT.

Le juri a rendu hier soir son verdict dans l'affaire des prisonniers de la paroisse Grant. Cinq des accusés ont été acquittés; trois ont été déclarés coupables sur les 16 premiers chefs de l'acte d'accusation, mais ils ont été recommandés à l'indulgence de la Cour. La sentence doit être prononcée ce matin. Nous attendrons l'arrêt pour apprécier le verdict du juri à la fondamnation. Nous nous bornerons à constater aujourd'hui, l'impression douloureuse produite chez tous ceux qui ont eu connaissance du verdict hier soir. On s'attendait, sinon à un acquittement général, du moins à un désaccord du juri, qui eût forcément amené une cessation des poursuites. A demain nos commentaires sur ce verdict qui aura certainement pour effet d'activer l'organisation de la ligue blanche.

MEURTRE DANS LA PAROISSE PLAQUEMINES.

Nous venons de recevoir des informations sur une horrible tragédie qui s'est passée sur l'habitation du docteur J. B. Wilkinson, dans la paroisse Plaquemines.

Vendredi dernier un nègre du nom de Joseph Jackson, s'étant enivré, a insulté un révérend *preacher* de couleur, le nommé Robert Henry, et s'est même oublié au point de le frapper au visage.

Le révérend personnage, sans se fâcher, a battu en retraite et s'est enfermé dans sa chambre. Jackson, croyant qu'il avait peur de lui, a voulu poursuivre son triomphe, et ramassant plusieurs morceaux de briques, il a eu l'audace d'aller attaquer le révérend Henry dans sa propre maison.

La patience a échappé enfin au saint homme, qui, comme Jackson, était dans les vignes, et prenant un fusil chargé à chevrotines, il a tué son adversaire raide.

Le meurtrier a été arrêté immédiatement et enfermé dans la prison de la paroisse.

UN ASSASSINAT MYSTERIEUX.

Un inspecteur du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, Mobile et Texas, faisant ses tournées, avant-hier matin, a trouvé le cadavre d'un nègre caché dans un buisson, près de la voie, et déjà en décomposition. Le coroner Grayer, averti du fait, s'est rendu sur le théâtre du crime, à six milles et demi de la Nouvelle Orléans et a fait une enquête.

La victime est un certain Jerry Prophet, âgé de quarante-cinq ans.

On a trouvé que son corps était criblé de chevrotines, et la mort a dû être instantanée.

Après avoir accompli son crime, l'assassin mystérieux aura traîné le cadavre en dehors de la voie et l'aura caché sous des branchages.

A AJOUTER AUX COQUILLES CÉLÈBRES.

Un des compositeurs de l'*Abeille*, voulant enrichir la collection des coquilles célèbres, dont nous avons cité, mardi, quelques exemples, a bravement imprimé la phrase suivante qui se trouvait en tête de nos dépêches, dans le numéro d'hier.

Londres, 9.—Une dépêche de Bombay dit que la saison des plaisirs a commencé et qu'on s'en réjouit à cause des récoltes.

La saison des plaisirs coïncide peut-être à Bombay avec celle des pleiss, mais ce n'est pas évidemment du commencement des plaisirs qu'on se réjouissait à propos de récoltes.

LA LANTERNE.—Le Dr. Testut nous prie d'annoncer que *La Lanterne* ne se vendra plus ailleurs qu'à son bureau, rue de Chartres, No 133, et à l'étalage de M. Simon, coin Passage de la Bourse et de la rue St-Louis. Le meilleur et le plus sûr moyen de recevoir régulièrement le journal du Dr. Testut, remis à domicile par l'éditeur lui-même, c'est de s'y abonner pour trois mois, moyennant une piastre et demie. Le Dr. Testut fournira les numéros précédents qu'on désirerait en vue des feuilletons qu'ils contiennent au complet.

COLUMBUS ENQUIRER.—Les numéros de ce journal du dimanche 31 mai, et du dimanche 7 juin, contiennent des correspondances de l'a Nouvelle Orléans, signées "Vedette," qui seront lues ici avec une vive curiosité. L'auteur lève les voiles et les masques de la coterie radicale sans hésitation et en homme qui connait bien des secrets. On peut se procurer le Columbus Enquirer chez C. C. Haley.

C. H. Zimmermann, 129 rue du Canal, paye le plus haut prix, pour le vieil argent, le vieil *or* et les diamants.

Le gros lot de $20,000
Le gros lot de $20,000
Le gros lot de $20,000
Le gros lot de $20,000
Le gros lot de $20,000

Sera gagné le 20 juin
Sera gagné le 20 juin
Sera gagné le 20 juin
Sera gagné le 20 juin
Sera gagné le 20 juin

MISE SOUS CAUTION DE M. A. B. PHILLIPS A LA BAIE ST-LOUIS.—M. A. B. Phillips, dont l'extradition avait été requise par le gouverneur du Mississippi, à cause de son duel, est parti mardi matin pour la Baie St-Louis sous la garde de l'officier Duval de la Baie St-Louis. Il est revenu à la Nouvelle-Orléans hier matin, après avoir été mis en liberté sous un cautionnement de $4000 par le juge Chandler. Il a été traité avec la plus grande courtoisie par le juge et les officiers de la Cour.

Un examen des procédures indique qu'il n'y avait aucune preuve pouvant justifier un verdict de mise en accusation par le grand juri.

M. Phillips ne se serait pas laissé arrêter s'il n'eut considéré comme très probable sa mise en liberté sous caution. Nous voyons avec satisfaction que cette mesure d'équité n'a souffert aucune difficulté, et nous serons toujours disposé à reconnaître la modération et la courtoisie dont le juge et les officiers de la Cour du comté de Hancock feront preuve à l'égard de ceux de nos concitoyens qui auront à comparaître devant eux.

DÉPART DU GOUVERNEUR MCENERY.—Notre estimable et sympathique gouverneur, le colonel McEnery part aujourd'hui à cinq heures pour retourner à Monroe, paroisse Ouachita. Il s'embarquera à bord du bateau à vapeur *Willie*, au haut de la rue Bienville. Ses amis se proposent d'aller lui faire leurs adieux. Il y aura donc foule sur la Levée pour assister au départ du Willie.

MATINÉE A LA SALLE GRUNEWALD.—Le grand orchestre de Robert Meyer donnera sa première matinée aujourd'hui à midi. Nous appelons l'attention sur l'annonce insérée à la place habituelle. On trouvera le programme dans la salle du concert. Les enfants pourront danser lorsque l'orchestre exécutera des airs de danse. Tous les promeneurs et les promeneuses de la rue du Canal s'arrêteront à la salle Grunewald pour oublier la chaleur en entendant un peu de bonne musique.

Vous trouverez du "vrai jais anglais," reçu hier chez Zimmermann, 129 rue du Canal.

Le seul moyen de faire fortune
Le seul moyen de faire fortune
Le seul moyen de faire fortune
Le seul moyen de faire fortune
Est de prendre à la loterie de la Louisiane
Est de prendre à la loterie de la Louisiane
Est de prendre à la loterie de la Louisiane
Est de prendre à la loterie de la Louisiane
Est de prendre à la loterie de la Louisiane

NETTOYAGE DES COUVERTURES DE LAINE BLANCHE.—Nous recommandons aux ménagères la lecture de l'annonce que M. J. Randon, teinturier, rue Bourbon près la rue Bienville, publie aujourd'hui dans nos colonnes. Il s'agit, dans cette annonce, d'un nouveau système pour le nettoyage des couvertures blanches de laine. Par ce moyen, les couvertures sont remises à neuf quelque soit leur mauvais état et l'usage qui en a été fait. On peut aller voir l'application du procédé dans l'atteliер même où il est mis en œuvre, et quiconque en aura été témoin sera convaincu de la supériorité et de l'excellence ainsi que de la nouveauté du moyen.

Le temps du trajet pour se rendre aux divers points du Nord, est de plusieurs heures plus court par la voie de Mobile que par toute autre route. C'est la seule ligne qui ait des voitures dites "Pullman Palaces Cars" de cette ville à Louisville, Charlotte et les eaux de la Virginie. Deux changements de moins que par toute autre ligne pour tous les points au Nord.

AVIS AUX LAITIERS.—M. C. Gouzy, 131 rue des Français, offre au-dessous du prix du son, 600 barils de farine de pois de la Caroline, l'aliment le plus nutritif pour les vaches.

NETTOYAGE DE CITERNES.—Beaucoup de fièvres et de dérangements sont causés par l'usage de l'eau de citerne corrompue. Toute citerne devrait être nettoyée plusieurs fois par an. M. Joseph Mayer se charge de ce nettoyage à des prix très modérés. Voir son avis.

M. Hyver, ancien bijoutier et bijoutier de plus estimés de cette ville, s'étant retiré des affaires en 1870, et ayant accepté une première place chez MM. A. B. Griswold & Co., informe ses amis et le public en général qu'il s'est associé avec M. F. T. Ople, rue Bienville No 66, où il répondra toujours aux demandes avec la plus rigoureuse ponctualité.

MEUBLES! MEUBLES!!—La popularité du magasin de meubles de Jos. B. Hubbard, coin Remparts et Perdido, va croissant tous les jours. Cette vogue s'explique aisément pour le bon marché exceptionnel dont M. Hubbard s'est fait une loi invariable. On trouve chez lui des meubles pour toutes les bourses, des meubles de luxe pour le riche, des meubles modestes, mais bons et solides, pour le pauvre. Nous signalons avec plaisir son magasin à nos lecteurs.

ASSESSMENT No 164 et 165.—Voyez à la colonne des notices spéciales la mort d'Honoride Laussade et de Margaret Umhausen, payable au bureau de la "Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association," No 19, rue du Camp.

Parures en "Grenat noir anglais," reçues hier chez Zimmermann, 129 rue du Canal.

ROCHEFORT JUGÉ PAR LE HERALD.

Le *Herald* donne tout au long la traduction de la conférence faite par Rochefort à New-York, et il la juge ainsi :

La conférence vient à l'appui de la réputation de M. Rochefort comme littérateur d'un mérite remarquable. Tout le ton de ses discours, cependant, rappelle un républicanisme, comme nous le comprenons ici, et rien ne pourrait être plus désastreux pour la France que le triomphe de son auteur dans ces idées. M. Rochefort est encore un homme jeune, qui s'est fait un nom et qui a fait beaucoup de mal. Le meilleur souhait que nous puissions former pour lui est qu'il puisse apprendre la modération, la sagesse et la patience, et surtout cette vérité que la France est assez grande, pour tous les Français, et non pas seulement pour ceux qui portent le bonnet rouge.

LA LETTRE DE M. THIERS ET BARODET.—On lit dans le *Soir* :

La lettre publiée par le *Figaro* comme l'œuvre de M. Thiers a déridé les membres de la Chambre, malgré leurs préoccupations politiques actuelles.

On se demandait quelle figure ferait en se regardant MM. Thiers et Barodet, alors que le premier a écrit du second en cachant sous le masque "*d'un vieil abonné*."

Le citoyen Barodet, c'est l'envahissement étranger, c'est le cheval prussien rongeant l'écorce des arbres des Champs-Elysées, ce sont nos mères, nos femmes, nos enfants insultés.

Et plus bas :

Barodet signifie :

Vol, pillage, assassinat des otages, destruction, anéantissement.

Le *Figaro* du 23 mai publie, de son côté, ce qui suit :

Enfin, M. Barodet s'est décidé à sortir par un coup d'éclat, de l'épaisse obscurité où il disparaissait depuis un an.

La lettre du *Vieil abonné*, rééditée par le *Figaro*, l'a mis dans tous ses états. Après de longues et laborieuses réflexions, il a résolu d'en demander réparation à M. Thiers. Donc, hier matin, M. Barodet, flanqué de deux amis, portant tous trois le chapeau légèrement de travers, est venu frapper à l'hôtel Bagration.

Introduit auprès de M. Thiers, il lui a demandé de rectifier les lignes dans lesquelles il était dit que le nom de Barodet signifiait : pillage, pétrole et commune.

M. Thiers refusa net, alléguant que l'affaire était vieille et qu'il était plus sage de n'en point parler.

M. Barodet insista énergiquement.

—Une lettre de Barthélemy-Saint-Hilaire me ferait, dit-il.

—Barthélemy n'écrira point, répliqua M. Thiers.

—C'est bien, reprit M. Barodet, j'avisera.

Et, toujours flanqué de ses deux amis, il sortit, je mine tragique, respirant des idées de combat singulier, de duel à mort.

Les choses en sont là. M. Barodet se battra-t-il? S'il se bat, que diront ses électeurs?

Réparations de bijoux, exécutés chez Zimmermann, à très bon marché, par les meilleurs ouvriers.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

COUR DE CIRCUIT DES ETATS-UNIS.

Les prisonniers de la paroisse Grant.

VERDICT DU JURY.

A neuf heures, hier matin, les douze jurés ne pouvant pas s'accorder, ont fait demander au juge Woods de nouvelles instructions sur la loi, et celui-ci leur a lu pour la seconde fois son exposition des vices, non du caractère invétéré du mal lui-même, mais de ce qu'ils ne sont bornés à employer le sel et l'eau et d'autres moyens tout aussi inutiles.

Le catarrhe est guérissable et nous garantissons d'en triompher—sous quelque forme qu'il se présente—si le malade s'engage à suivre nos avis et nos ordonnances; nous en disons autant de la plupart des maux de gorge chroniques—dans l'asthme, lorsque l'emphysème (rupture des cellules au poumon) n'existe pas, et dans la plupart des cas de bronchite, mais quant à cette dernière affection, et à la consomption, nous ne saurions nous prononcer d'une manière positive ou faire de promesses avant un examen attentif; nous pouvons, néanmoins donner au malade l'assurance que la consomption dans sa première période, cède aisément à la médecine et que le plus souvent, les deux maladies: même quand elles sont plus avancées, peuvent être combattues avec succès. La réussite dépend autant des forces vitales, de la constitution du malade que de la période du mal.

Nous donnerons à ceux qui désirent connaître les principes sur lesquels repose notre traitement un exemplaire du numéro extra de notre "Médical Specialist", et nous les référerons à d'anciens clients.

Nos prix qui sont déjà au-dessous de ceux des autres praticiens habiles, seront à l'avenir tellement réduits que les plus pauvres de nos clients pourront sans crainte d'outrepasser leurs moyens, venir nous consulter.

Nous sommes aujourd'hui fixés à la Nouvelle-Orléans et notre cabinet se sera fermé en 6 6.

R. B. HUNTER, D. M.,
Médecin pour les maladies de poitrine,
No. 163 de la rue du Canal.
Nouvelle-Orléans.

Consultations, tous les jours, de 9 à 3 heures et le dimanche, de 9 heures à midi. 7 juin—1mJP

Un cercueil envoyé en prison.

M. A. A. Atocha, juge de la Cour Criminelle Supérieure, est comme Louis XIV, il n'aime pas attendre. Le coroner Grayer ayant été appelé à faire la levée d'un cadavre, il a fait arrêter ce dernier, plus longtemps qu'il ne le croyait et a mardi conséquemment, à se présenter devant la Cour Criminelle Supérieure où siégeait le juge Atocha.

Son honneur, furieux d'avoir attendu, a condamné le coroner à payer une amende, et celui-ci ayant refusé péremptoirement, a été bondamné avec son député à douze heures de prison.

L'enquête sur l'incendie des magasins de Sally et Pond.

Nous avons déjà annoncé à nos lecteurs l'arrestation de deux hommes, nommés Michael Ruhe et Paul Lucas, employés dans les magasins de messieurs Sally et Pond, coin des rues Canal et Tchoupitoulas, qui sont accusés d'avoir incendié la bâtisse.

Dans l'examen préliminaire devant le juge de paix Laresche, ces deux hommes ont déclaré qu'ils avaient été enfermés par mégarde dans le magasin, le soir où le feu a éclaté, et que ne sachant comment sortir et ne voulant pas laisser les portes ouvertes, ils s'étaient accrochés à la balcon du premier étage, en grimpant les colonnes qui le soutenaient, ils sont descendus par ce moyen dans la rue.

Il n'ont appris que le lendemain matin que l'incendie avait eu lieu.

M. José Domingo a vu descendre les deux accusés par le balcon et les a reconnus. B. B. Collman, un gardien particulier employé par une compagnie de sûreté de la rue du Canal, a vu également sortir Michael Ruhe et Paul Lucas.

Jusqu'à présent, il n'y a pas de preuves directes contre les accusés.

Le témoignage de M. Charles O'Connor, ingénieur en chef du département de l'incendie, est important. Il a constaté que le feu avait été mis dans plusieurs endroits au premier et au second étage.

Incendie rue Villeré.

Vers deux heures et demie, hier matin, le feu s'est déclaré dans une maison en bois sise rue Villeré, entre Esplanade et Kerlerec, appartenant à Sidney Thézan et occupée par lui.

Les dégâts sont évalués à $300 et sont couverts par une assurance. Le feu est attribué à la malveillance, et le bureau des assureurs fera une investigation.

Secours pour les inondés.

Les souscriptions reçues hier à la mairie pour les victimes de l'inondation se montent à $778,00, ce qui porte à $165,020,92 le total des fonds de secours.

Voici la liste:

W. G. Browning, de Brooklyn, New-York	$ 25 00
Eglise Presbytérienne ne Browns. ville, Texas	25 00
Collections faites à New-York, par M. Thomas Chalmers, agent de Stauffer McCready & Co.	
Cracker et Brislow, Saunton, Massachusetts	250 00
Collins & Co	100 00
Robert Colgate & Co	100 00
Landers, Pray et Clark	50 00
C. F. Bayne & Co	50 00
McKesson et Robbins	25 00
Campbell et Thayer	25 00
E. M. Boynton	25 00
Total	$778 00

ROCHEFORT ET LA DÉPORTATION.—Tant que M. Thiers a été au pouvoir, Rochefort a échappé à la déportation, sous le prétexte fallacieux que sa santé était délicate. Il n'est pas montré la même indulgence à l'égard de M. Thiers, s'il faut en juger par l'extrait suivant du *mot d'ordre*, que cite le *Figaro* :

Qui est-ce qui le pense!..... C'est Rochefort qui a eu, le premier, l'idée d'envoyer à la Nouvelle-Calédonie les vaincus de la guerre civille de 1871.

Si vous en douter, lisez les lignes qui suivent. Elles sont la conclusion d'un article du *Mot d'Ordre*, en date du 2 mai 1871, dans lequel Rochefort, après avoir démontré que M. Thiers est un antropophage, écrit ceci :

"Il ne nous reste plus qu'à courir sus à ce mangeur de chair humaine et à l'envoyer par un bon décret de déportation, retrouver sa vraie famille les cannibales de la Nouvelle-Calédonie!"

—Section des domestiques terribles, ouverte par *Paris-Journal*.

Mme X..... prie une ancienne cuisinière qui s'est mariée chez elle et qu'elle a gardée longtemps, de lui chercher une remplaçante.

La remplaçante trouvée :

—Croyez-vous qu'elle me satisfera? demanda Mme X..... à son ancienne cuisinière.

Mais je l'espère, madame, reprend celle-ci; d'ailleurs, en entrant chez elle et qu'elle a gardée longtemps, de lui chercher une remplaçante.....

Les lots sont de $50,400
Les lots sont de $80,400
Les lots sont de $80,400
Les lots sont de $80,400
Les lots sont de $80,400
A la loterie de la Louisiane
A la loterie de la Louisiane
A la loterie de la Louisiane
A la loterie de la Louisiane
A la loterie de la Louisiane

Montres d'argent, garanties pour marquer l'heure avec précision, à $12, $14, $16 et $18, chez C. H. Zimmermann, 129 rue du Canal.

23

Nourriture et digestion.—Dans la dyspepsie le jus gastrique qui devrait dissoudre les aliments est formé seulement en petite quantité et quelque puisse être le sentiment du vide et de la faim, il ne faut pas manger. Il faut manger modérément. Pour remédier au mal, les membranes muqueuses de l'estomac, qui secrètent et émettent le fluide gastrique, doivent être stimulées et fortifiées et la meilleure, et au fait la plus sûre préparation pour produire cet effet est celle de Hostetter ou **Stomach Bitters**. Non seulement cet admirable stomachique fournit en quantité suffisante et soutenue le dissolvant ou le réactif qui convertit la nourriture en éléments de vie, mais il règle aussi le flux de la bile, contrôle les boyaux, et procure de la vigueur aux nerfs. La chaleur que la première dose répand dans le système est un gage des effets les plus permanents de vitalité qui sont produits par l'usage constant du remède. Il améliore l'appétit, égaye l'esprit, et donne au corps de la flexibilité et de la force.

TEMPERATURE.—10 juin 1874.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M	80	26
12 M	88	31
3 P. M	92	34
6 P. M	88	31

AU PUBLIC.

Guérisons garanties.—A l'effet de rassembler les personnes qui désirent suivre notre traitement, et d'après les conseils d'un grand nombre d'amis et d'anciens clients, nous faisons la déclaration suivante :

Contrairement à l'opinion populaire, le catarrhe est, en réalité, une des maladies chimiques les plus guérissables. L'insuccès des médecins vient, non du caractère invétéré du mal lui-même, mais de ce qu'ils se sont bornés à employer le sel et l'eau et d'autres moyens tout aussi inutiles.

Le catarrhe est guérissable et nous garantissons d'en triompher—sous quelque forme qu'il se présente—si le malade s'engage à suivre nos avis et nos ordonnances; nous en disons autant de la plupart des maux de gorge chroniques—dans l'asthme, lorsque l'emphysème (rupture des cellules au poumon) n'existe pas, et dans la plupart des cas de bronchite, mais quant à cette dernière affection, et à la consomption, nous ne saurions nous prononcer d'une manière positive ou faire de promesses avant un examen attentif; nous pouvons, néanmoins donner au malade l'assurance que la consomption dans sa première période, cède aisément à la médecine et que le plus souvent, les deux maladies: même quand elles sont plus avancées, peuvent être combattues avec succès. La réussite dépend autant des forces vitales, de la constitution du malade que de la période du mal.

Nous donnerons à ceux qui désirent connaître les principes sur lesquels repose notre traitement un exemplaire du numéro extra de notre "Médical Specialist", et nous les référerons à d'anciens clients.

Nos prix qui sont déjà au-dessous de ceux des autres praticiens habiles, seront à l'avenir tellement réduits que les plus pauvres de nos clients pourront sans crainte d'outrepasser leurs moyens, venir nous consulter.

Nous sommes aujourd'hui fixés à la Nouvelle-Orléans et notre cabinet se sera fermé en 6 6.

R. B. HUNTER, D. M.,
Médecin pour les maladies de poitrine,
No. 163 de la rue du Canal.
Nouvelle-Orléans.

Consultations, tous les jours, de 9 à 3 heures et le dimanche, de 9 heures à midi. 7 juin—1mJP

Succès basé sur le mérite.

Les drogues les—qu'ils vendent en gros ou en détail—jouissent généralement qu'aucun des remèdes offerts au public américain à jamais, on si peu de temps, trouvé autant d'acheteurs que le Golden Medical Discovery du Dr. R. V. Pierce. On ne saurait prétendre que cette popularité soit due à une publicité plus grande que celle qui a été donnée à d'autres médicaments, car le fait est le contraire. L'expérience, des succès dont nous sommes la trouve dans les merveilleuses guérisons opérées par le Médical Discovery dans des cas de bronchites, de maux de gorge et d'affections de poitrine graves et invétérés; que la science n'a encore rien inventé de semblable pour purifier le sang—propriétés qui en font un remède souverain dans les maladies de foie et qui font que partout où le sang, telles que scrofules et maladies de la peau.

Le Médical Discovery non seulement réalise les espérances des personnes qui y ont recours, mais les surpasse de beaucoup. Ceux qui lui sont redevables de leur guérison sont des annonces *vivantes*. Ainsi n'est-il pas étonnant que la demande inactien qui tient à plaire à sa clientèle ait toujours à leur disposition une grande quantité de ce précieux remède.

Jessup, Iowa, 5 mai 1873.

A. Dr. R. V. Pierce,

Cher monsieur.—Nous vous annonçons avec plaisir que vos remèdes se sont vendus infiniment mieux que nous le pensions. Nous les considérons comme les meilleurs qu'il y ait. Tout le monde en fait l'éloge.

2juin—6f v&c R. L. SMITH & Co.

Décédé hier à 5 heures du matin, ERNEST BIOGNIET, à l'âge de cinquante-cinq ans, né à Valenciennes, France. Ses amis et ceux de la famille H. Chavigny, ainsi que les anciens membres des Volontaires français indépendants, dont il était colonel, sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui à 10 heures du matin. Le convoi partira de la maison mortuaire, encoignure Royale et Toulouse.

Décédés soudainement, mardi, 9 juin 1874, à 1 heure P. M., au No 106, rue Berbigny, ZELINA ADOREMUS, âgée de dix-huit mois et cinq jours, fille de Adorcaline Lacour et de J. P. Lemoine, un des prisonniers de la paroisse Grant.

SERVICE FUNÈBRE.

Un service funèbre sera célébré, Samedi le 13 juin, à 8 heures du matin, à l'église St Augustin, pour le repos de l'âme de feue MARIE ROSA BENARD, épouse de RAPHAEL BELTRAN. Les amis et connaissances des deux familles sont respectueusement invités à y assister.

11 juin—2f.

Bureaux du Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association—Au No. 19de la rue du Camp, Nouvelle-Orléans, vient de se réunir les membres de cette société sont informés de la mort de Honoride Laussade, décé ée à la Nlle-Orléans, le 9 courant, à l'âge de 46 ans. Les frères sont requis de se présenter, sans autre avis, au bureau de la société, No. 19 de la rue du Camp, d'ici au 15 juin 1874, à 4 heures P. M., afin de payer $1 3 au moyen de ces décès.

7 juin au 14. R. W. YOUNG, Secrétaire.

ENTREPOT DE TAPIS.

17.....Rue de Chartres.....17

A. BROUSSEAU.

Importateur et Marchand en gros et en détail.

TAPIS—100 rouleaux, anglais et américains.
TOILES CIRÉES, pour planchers, en toutes largeurs.
NATTES—blanches, à carreaux et fantaisie.
STORES, Corniches, couvertures de tables et de pianos.
RIDEAUX en dentelle et dentelle Nottinghame.
RIDEAUX-LACE, COTELINES, tentes, reps, &c.
CRIN, guimpe, peluche, &c., &c.
31mai—MPF D.J.S.

Système Randon.

Il est bon de faire savoir au public que F. RANDON, teinturier, rue près Bienville, est l'auteur d'un système nouveau et infaillible pour le parfait nettoyage à neuf des couvertures de laine blanche, quelque soit leur mauvais état et à quel'une usage qu'elles aient servi. Aucun autre procédé chimique qu'on n